

*L'ajournement*

neaux de marché se sont accrues considérablement depuis plus de deux décennies.

La meilleure façon pour nous de relever ces défis et de faire ces choix en tant que nation, c'est d'adopter des politiques axées sur l'extérieur pour devenir compétitifs à l'échelle internationale au lieu d'adopter des politiques protectionnistes rétrogrades axées sur nous-mêmes.

---

## MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité du paragraphe 38(1) du Règlement.

### L'AGRICULTURE

**M. Vic Althouse (Mackenzie):** Monsieur le Président, je suis intervenu à la Chambre le 5 décembre pour demander au gouvernement d'expliquer son programme de compressions dans les programmes agricoles, compte tenu de la ronde de négociations du GATT relatives aux subventions.

Si j'ai posé cette question, c'est entre autres que parce que quelques jours auparavant, durant la fin de semaine, le ministre responsable des Céréales avait fait une allocution devant l'Alberta Wheat Pool à Calgary et que, suivant le *Calgary Herald* du samedi 2 décembre, il avait déclaré qu'il donnait aux délégués du Pool l'assurance que le Canada ne modifierait pas ses programmes de subventions agricoles dans le cadre de la ronde actuelle des négociations commerciales internationales sans qu'il y ait des concessions équivalentes accordées par les autres pays. Nous n'avons nulle intention, disait-il, de renoncer à certaines de nos subventions à moins que les autres pays ne fassent de même.

On comprend très difficilement que le ministre ait pu dire pareille chose sans rire, alors qu'il participe aux négociations depuis trois ou quatre ans. Pendant ce temps, le Canada a renoncé au système du double prix du blé. Nous avons renoncé aux avances sans intérêt aux agriculteurs. Nous avons pour ainsi dire renoncé au remboursement de la taxe sur les carburants consenti à ces derniers. Il a subi une nouvelle réduction de 65 p. 100 à compter du 1<sup>er</sup> janvier de cette année. Nous savions que cette réduction allait venir quand j'ai posé la question.

Les crédits de recherche ont été réduits ou gelés, ce qui veut dire qu'il y a moins d'argent pour effectuer le même travail l'année suivante, à cause de l'inflation qui sévit dans la recherche. Le financement de l'assurance-récolte assuré par le gouvernement fédéral, qui repré-

sentait 45 p. 100 du coût total, est tombé aux alentours de 25 p. 100 du coût total.

Il y a probablement d'autres programmes que j'aurais pu énumérer à ce moment-là pendant la période des questions. Il est bien évident que le gouvernement ne suit pas la politique que le ministre a exposée à Calgary. Je voulais amener certains ministres à expliquer pour quelles raisons ils renonçaient à ce que les États-Unis considéraient comme des subventions dans le cadre de leur programme d'équivalences aux subventions des producteurs, qu'ils vantent dans les négociations internationales mais dont personne d'autre ne veut entendre parler.

Nous avons renoncé aux avances sans intérêt, alors que les Américains conservent leur programme d'avances. Nous avons renoncé à notre programme du double prix du blé, qui avait pour effet, en période de cours déprimés, de verser plus d'argent à l'agriculteur pour son blé destiné au marché intérieur, alors que les Américains continuent de pratiquer un programme de subventions massives à l'intention de leurs agriculteurs.

Depuis cette époque, les Américains ont conservé et accéléré leur programme d'aide aux exportations, programme qui a provoqué la colère de tous les partis représentés à la Chambre quand ils se sont mis à verser aux clients 7 \$ à 12 \$ la tonne pour qu'ils leur achètent leur grain. Ils en sont maintenant rendus à 20,95 \$ la tonne sur les dernières ventes majeures conclues avec la Chine et l'URSS.

• (1805)

Les États-Unis continuent d'augmenter leur aide aux agriculteurs en subventionnant l'agriculture, alors que notre gouvernement réagit en réduisant la sienne, même si les négociations se poursuivent. Cela nous inquiète, moi, mon parti et les agriculteurs parce que, à la fin de cette ronde de négociations, on demande à toutes les parties de mettre carte sur table, pour ainsi dire, et de dire quels programmes elles vont couper. Même si au début de cette ronde, une disposition prévoit que les coupes effectuées durant la ronde devraient compter à la fin, elles ne comptent pas vraiment. Dans toutes les négociations précédentes, ce qui compte normalement, c'est ce qui est mis sur la table à la fin. Les Américains et les Européens exigeront qu'il en soit ainsi encore cette fois.

Dans ma question supplémentaire, je m'inquiétais du tort que ces coupes faisaient aux programmes existants et je parlais d'une copie d'une note de service que j'avais reçue de la Direction générale de la recherche, plus précisément du Centre de recherches zootechniques, et dans laquelle le directeur s'adressait à son personnel en ces termes: